

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

Banque CIC EST
Société Anonyme au capital de 225.000.000 €
Siège social : 31 Rue Jean Wenger Valentin, 67000 Strasbourg
754 800 712 R.C.S. Strasbourg

Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'Assemblée générale Ordinaire du 17 Avril 2026

I. – Bilan (en milliers d'euros)

Actif en milliers d'euros	Notes	2025 31 décembre	2024 31 décembre
Caisse, Banques centrales, C.C.P.		27 761	42 796
Effets publics et assimilés			
Créances sur les établissements de crédit	1	4 920 262	4 253 268
Opérations avec la clientèle	2	31 480 068	30 909 700
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable	3		
Participations et autres titres détenus à long terme	4	39 659	39 281
Parts dans les entreprises liées	5	11 409	11 260
Opérations de crédit-bail et assimilées			
Immobilisations incorporelles	6	1 666	3 318
Immobilisations corporelles	7	158 984	146 435
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	8	257 287	457 181
Comptes de régularisation	9	224 669	264 866
Total de l'actif		37 121 765	36 128 105

Hors-bilan	Notes	2025 31 décembre	2024 31 décembre
Engagements donnés			
Engagements de financement			
Engagements en faveur d'établissements de crédit		4 800	1 002
Engagements en faveur de la clientèle		3 802 513	3 584 447
Engagements de garantie			
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		114 251	167 945
Engagements d'ordre de la clientèle		3 156 788	3 076 753
Engagements sur titres			
Titres acquis avec faculté de reprise			
Autres engagements donnés		8 511	9 626

Passif en milliers d'euros	Notes	2025 31 décembre	2024 31 décembre
Banques centrales, C.C.P.			
Dettes envers les établissements de crédit	10	7 130 400	6 874 244
Opérations avec la clientèle	11	28 161 637	27 325 462
Dettes représentées par un titre	12	5 437	651
Autres passifs	8	92 456	206 730
Comptes de régularisation	9	460 978	473 554
Provisions	13	181 834	189 418
Dettes subordonnées	14	110 936	143 667
Fonds pour risques bancaires généraux	15	29 630	29 630
Capitaux propres	15	948 457	884 749
- Capital souscrit		225 000	225 000
- Primes d'émission		18 543	18 543
- Réserves		573 047	520 047
- Ecart de réévaluation		451	455
- Provisions réglementées			
- Report à nouveau		204	294
- Résultat de l'exercice		131 212	120 410
Total du passif		37 121 765	36 128 105

Hors-bilan	Notes	2025 31 décembre	2024 31 décembre
Engagements reçus			
Engagements de financement			
Engagements reçus d'établissements de crédit			
Engagements de garantie			

Engagements reçus d'établissements de crédit		8 376 806	8 113 318
Engagements reçus de la clientèle		1 929 293	1 387 361
Engagements sur titres			
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise			
Autres engagements reçus			

II – Compte de résultat

en milliers d'euros	Notes	Exercice 2025	Exercice 2024
+ Intérêts et produits assimilés	23	1 134 393	1 222 968
+ Intérêts et charges assimilées	23	-820 586	-953 494
+ Revenus des titres à revenu variable	24	1 241	183
+ Commissions (produits)	25	505 850	469 037
+ Commissions (charges)	25	-107 910	-84 287
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	26	4 433	4 082
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
+ Autres produits d'exploitation bancaire	27	5 924	5 423
+ Autres charges d'exploitation bancaire	27	-9 126	-7 876
+/- Produits nets des autres activités		10	5
= Produit Net Bancaire		714 229	656 041
+ Charges de personnel	28	-261 215	-254 493
+ Autres charges administratives		-172 841	-171 364
+ Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		-10 577	-9 247
= Charges de fonctionnement		-444 633	-435 104
= Résultat Brut d'Exploitation		269 596	220 937
+ Coût du risque	29	-84 547	-56 035
= Résultat d'Exploitation		185 049	164 902
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	30	-257	364
= Résultat Courant avant impôt		184 792	165 266
+/- Résultat exceptionnel	31	47	19
+ Impôts sur les bénéfices	32	-53 627	-44 875
+/- Dotations/reprises de FRBG			
+/- Dotations/reprises aux provisions réglementées			
= Résultat Net		131 212	120 410

III. – Affectation du résultat

Le conseil d'administration constate l'existence d'un bénéfice sur l'exercice 2025 de 131 212 176,51 €, qui après intégration du report à nouveau bénéficiaire de 204 445,83 €, forme un bénéfice distribuable de 131 416 622,34 € et propose à l'assemblée générale ordinaire de l'affecter comme suit :

- Dividende de 5,06 € par action	56 925 000,00 €
- Réserves	74 000 000,00 €
- Report à nouveau	491 622,34 €

Le dividende de 5,06 € en numéraire à verser à chaque action sera mis en paiement à compter du 24 avril 2026.

La totalité de la distribution est éligible à l'abattement de 40% ressortant de l'article 158-3, 2° du Code général des impôts.

Conformément à la loi, il est rappelé que les dividendes versés au cours des trois exercices précédents sont de :

Exercice 2022 :	dividende de 19,19 € par action
Exercice 2023 :	dividende de 5,25 € par action
Exercice 2024 :	dividende de 6,00 € par action

IV. – Annexe aux comptes sociaux**Note 1 - Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation**

Les comptes sociaux du CIC Est sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements bancaires tels que figurant dans les règlements suivants :

- ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 et les règlements l'ayant modifié depuis cette date dont le règlement n° 2023-03 du 7 juillet 2023 applicable à compter du 1^{er} janvier 2025 ;

- ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général et les règlements l'ayant modifié depuis cette date dont le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

L'application de ces règlements est sans incidence significative sur les comptes du 31 décembre 2025.

Ils respectent la règle de prudence et les conventions de base concernant :

- la continuité de l'exploitation,
- la permanence des méthodes,
- l'indépendance des exercices.

Note 1.1 Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers peut nécessiter la formation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. C'est notamment le cas :

- des dépréciations des instruments de dette et des instruments de capitaux propres ;
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels ;
- de la détermination des provisions dont les engagements au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs sociaux ;
- des valorisations d'instruments financiers non cotés sur un marché organisé.
- des provisions pour risques et charges ;
- des provisions sur engagements sociaux et PEL / CEL.

Note 1.2 Reclassement d'actifs financiers

Le reclassement hors de la catégorie des titres de transaction, vers les catégories des titres d'investissement et des titres de placement est possible dans les deux cas suivants :

- a) dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- b) lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif, et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Note 1.3 Traitement des changements de méthode comptable

Comme indiqué en début de note, le CIC Est applique le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025 : il n'y a pas d'impacts dans les comptes.

Les changements de méthode comptable sont appliqués de façon rétrospective, c'est-à-dire comme si ce principe avait toujours été appliqué. L'impact de première application est imputé sur les capitaux propres au 1er janvier, corrigeant le bilan d'ouverture.

Conformément au règlement ANC 2015-06, pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, le mali technique n'est plus comptabilisé de manière globale au poste « fonds commercial » et non amorti.

Il est comptabilisé au bilan par catégorie d'actifs en autres immobilisations corporelles, incorporelles et financières.

Cette affectation permet d'appliquer au mali technique les règles d'amortissement des actifs sous-jacents (le mali affecté en totalité ou en partie à un actif amortissable est désormais amorti en totalité ou en partie). En revanche, la quote-part du mali affectée au fonds commercial bénéficie toujours d'une présomption de non-amortissement.

Note 1.4 Prêts et créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi d'un concours et celles versées aux apporteurs d'affaires sur crédits sont rapportées progressivement au résultat suivant une méthode qui revient à les assimiler à des intérêts. Cet étalement actuariel est comptabilisé en produits nets d'intérêts au compte de résultat. Au bilan, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les créances et dettes rattachées (intérêts courus ou échus, à recevoir et à payer) sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent.

Au sein de l'ensemble des risques de crédit, on distingue comptablement les encours sains, douteux et douteux compromis.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation interne du risque de crédit du groupe Crédit Mutuel. Ce dernier considère la probabilité de défaut de la contrepartie via une note interne et le taux de perte fonction de la nature de l'exposition. L'échelle des notes internes comprend douze niveaux dont neuf pour les contreparties saines et trois pour les contreparties douteuses.

Note 1.5 Créances et risque de crédit

Le système de déclassement en encours douteux est conforme Conformément au règlement ANC n° 2014-07, selon lequel les créances de toute nature sont déclassées dans les situations suivantes en créances douteuses dans les cas suivants :

- en cas de constatation d'impayés depuis plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales, de plus de six mois pour les crédits aux acquéreurs de logement, de plus de trois mois pour les autres concours ;
- lorsque la créance présente un caractère contentieux judiciaire (procédures de surendettement, de redressement, de liquidation judiciaire, faillite, etc.) ;
- lorsque la créance indépendamment de l'existence de tout impayé, présente d'autres risques de non recouvrement total ou partiel.

En effet, les traitements de passage en douteux, provisionnement et retour en sain de la clientèle sont automatisés en cohérence avec les règles prudentielles, (Règlement délégué de l'UE 2018/171) et aux orientations d'application EBA/GL/2016/07 de l'Autorité bancaire européenne (ABE). Ainsi :

- l'analyse du défaut (i.e. le fait générateur du déclassement de la créance) est effectuée quotidiennement, au niveau de l'ensemble des engagements d'un emprunteur, l'appréciation du défaut étant déterminée par emprunteur ou groupe d'emprunteurs ayant un engagement commun ;
- le défaut est déclenché lorsque 90 jours d'arriérés consécutifs sont constatés au niveau d'un emprunteur/groupe d'emprunteurs ;
- le périmètre de contagion du défaut s'étend à la totalité des créances de l'emprunteur, et aux engagements individuels des emprunteurs participant à une obligation de crédit conjointe ;
- la période probatoire minimale est de trois mois avant retour au statut sain pour les actifs non restructurés et de douze mois pour les crédits restructurés.

Les créances douteuses font l'objet de dépréciations individualisées créance par créance enregistrées en coût du risque. Les intérêts sur créances douteuses non réglés et inscrits au compte de résultat sont couverts par des dépréciations à hauteur de l'intégralité du montant comptabilisé. Les dotations ou reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties se rapportant à des intérêts sur créances douteuses sont enregistrées au poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Le principal de la créance est provisionné selon l'estimation la plus probable de la dépréciation, conformément aux principes généraux de prudence. Le calcul de la dépréciation tient compte de la valeur de réalisation des garanties personnelles ou réelles liées à la créance.

Concernant les créances douteuses sur les professionnels de l'immobilier, l'application de ces règles conduit à tenir compte de la valeur marchande des immeubles financés dans le secteur des marchands de biens. De même, le calcul du provisionnement des opérations liées à la promotion immobilière tient compte des frais financiers supplémentaires exposés par le promoteur, en raison du ralentissement éventuel de la commercialisation des programmes.

La dépréciation constituée couvre la perte prévisionnelle actualisée au taux d'intérêt d'origine du crédit. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux et les flux prévisionnels de recouvrement. La détermination des flux de recouvrement repose notamment sur des statistiques qui permettent d'estimer les séries de recouvrement moyennes dans le temps à partir de la date de déclassement du crédit. Une reprise de provision du fait du passage du temps est enregistrée en produit net bancaire.

Les encours douteux pour lesquels la déchéance du terme a été prononcée ou qui sont classés depuis plus d'un an en créances douteuses, sont spécifiquement identifiés dans la catégorie « encours douteux compromis ».

La banque a défini des règles internes qui présument le caractère nécessairement compromis de la créance dès lors qu'elle a été classée plus d'un an en créance douteuse, sauf à démontrer formellement l'existence et la validité de garanties couvrant la totalité des risques. La comptabilisation des intérêts sur la créance cesse à partir du classement en « encours douteux compromis ».

L'article 2221-5 du règlement ANC précité prescrit un traitement spécifique de certains encours restructurés. Lorsqu'ils sont significatifs, les encours douteux redevenus sains à la suite d'une restructuration à des conditions hors marché sont isolés dans une catégorie spécifique. Dans cette hypothèse, les abandons de principal ou d'intérêts, échus ou courus, ainsi que les écarts d'intérêts futurs, sont immédiatement constatés en perte, puis réintégrés au fur et à mesure de l'amortissement du prêt. Le nombre de prêts concernés et les montants en cause sont faibles et le calcul d'une décote serait sans impact significatif sur les états financiers de l'exercice.

L'impossibilité de recouvrer toute ou partie de la ou des créances douteuses entraîne le passage en perte. L'absence de possibilité de recouvrement résulte principalement :

- de l'attestation d'irrécouvrabilité délivrée par la société de recouvrement comportant les motifs de l'échec,
- de l'absence de solvabilité du ou des débiteurs des créances du dossier, constatée après que toutes les procédures internes du service contentieux ont été mises en œuvre,
- d'un jugement défavorable à la banque entraînant l'impossibilité de poursuivre le recouvrement de ses créances ou d'une décision de justice ordonnant l'effacement des dettes,
- d'un plan de surendettement incluant un abandon partiel de créance.

Note 1.6 Comptes d'épargne à régime spécial

La réglementation des comptes d'épargne à régime spécial (livret bleu, livret A, compte sur livret d'épargne populaire, livret de développement durable et solidaire) impose aux établissements de crédit de reverser au fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC) une partie de cette collecte. Cette centralisation des dépôts se traduit alors par une créance de l'établissement collecteur sur le fonds d'épargne de la CDC.

Le montant de la créance sur le fonds d'épargne de la CDC est présenté en déduction des encours des dépôts de la clientèle collectés par l'établissement au titre du livret A, du LDDS et du compte sur LEP figurant à son passif.

Note 1.7 Opérations sur titres

Les effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe (titres de marché interbancaire, de créances négociables, valeurs mobilières) sont répartis en titres de transaction, de placement ou d'investissement ; et les actions et autres titres à revenu variable sont répartis en titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille, de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme. Les frais d'acquisition et de cession constituent une charge de l'exercice.

Titres de transaction

Il s'agit de titres qui, à l'origine, sont soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou racheter à court terme soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché. Ils sont enregistrés à la date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté comptable, les titres détenus sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat en produits ou en charges.

Titres de placement

Il s'agit de titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation ou parts dans les entreprises liées. Ils sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais d'achat. Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur leur durée résiduelle.

À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait l'objet séparément d'une estimation et, pour les obligations, les titres sont regroupés par ensembles homogènes. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur probable de négociation, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-valeur latente, ce calcul étant effectué valeur par valeur ou par ensemble homogène.

Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 de l'ANC 2014-07, prenant la forme d'achat ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et il n'y a pas de compensation entre les plus et moins-values latentes. La valeur probable de négociation est, pour les actions cotées à Paris, le cours moyen du dernier mois et pour les actions cotées à l'étranger et les obligations, le cours le plus récent du dernier mois.

Titres d'investissement

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais d'achat exclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée sur leur durée résiduelle. Ces titres font l'objet d'une couverture en ressources ou en taux.

Une dépréciation est constituée lorsque la dégradation de la situation financière des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

Titres de l'activité de portefeuille

Ils proviennent d'investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'intervenir durablement dans le fonds de commerce ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Ces investissements sont réalisés dans le cadre de structures dédiées, de manière significative et permanente et la rentabilité provient essentiellement de la réalisation de plus-values de cession.

Ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition. À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait l'objet séparément d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Pour les titres cotés, la moyenne des cours de bourse sur une période suffisamment longue peut être retenue.

Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion. Les titres de participation sont ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité du groupe, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur l'émetteur, ou d'en assurer le contrôle.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué, ou de fusion et opérations assimilées. À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention : elle peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de Bourse des derniers mois.

Titres donnés en pension livrée

Ils sont maintenus à l'actif du bilan et la dette vis-à-vis du cessionnaire est inscrite au passif. Les principes d'évaluation et de prise en résultat des revenus de ces titres demeurent ceux applicables à la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Critères et règles de déclassement

En cas de modification d'intention ou de capacité de détention, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité et aux règles de transfert, les titres peuvent être déclassés. En cas de transfert, les titres font l'objet au jour du transfert d'une évaluation selon leur portefeuille d'origine.

Note 1.8 Instruments dérivés : instruments à terme de taux d'intérêt et de change

Le groupe intervient pour son propre compte sur différents marchés organisés ou de gré à gré, d'instruments financiers à terme fermes et conditionnels de taux d'intérêt et de devises en application de la stratégie de gestion des risques liés aux positions de taux d'intérêt et de change de ses actifs et passifs.

Opérations sur les marchés organisés et assimilés

Les contrats sur instruments à terme fermes ou conditionnels traités sur les marchés organisés et assimilés sont évalués conformément aux règles fixées par le Comité de la réglementation bancaire. Les contrats sont réévalués en fin d'arrêté suivant leur cotation sur les différents marchés. Le gain ou la perte résultant de cette réévaluation est porté au compte de résultat.

Opérations sur les marchés de gré à gré

Sont notamment concernés les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises, les contrats de taux futur (FRA), les contrats optionnels (cap, floor...). Les opérations sont affectées dès leur origine dans les différents portefeuilles (position ouverte, micro-couverture, gestion globale du bilan et hors bilan, gestion spécialisée).

Les contrats classés dans les portefeuilles de position ouverte sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de leur valeur de marché.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de micro-couverture sont inscrits en compte de résultat de façon symétrique à la comptabilisation de l'élément couvert.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de gestion globale du risque de taux sont inscrits prorata temporis dans le compte de résultat.

Les contrats inscrits dans les portefeuilles de gestion spécialisée sont évalués en valeur de marché. Les variations de valeur sont portées dans le produit net bancaire après correction pour tenir compte du risque de contrepartie et des frais futurs de gestion.

Les soultes de netting de dérivés de couverture sont étalées sur la durée résiduelle des éléments couverts.

Valorisation des instruments financiers à terme non cotés

Ces instruments sont réévalués à partir de prix observables dans le marché, selon la procédure dite de « flashage ». Cette dernière méthode consiste à relever chaque jour à la même heure les prix offerts et demandés de plusieurs contributeurs via les logiciels de flux de marchés. Un prix unique est retenu pour chaque paramètre de marché utile.

Note 1.9 Immobilisations corporelles et incorporelles

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, éventuellement réévalué, augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti c'est-à-dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Le montant amortissable est déterminé après déduction de la valeur résiduelle nette des coûts de sortie. La durée d'utilité étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien, il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties selon le modèle linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Celles ayant une durée d'utilité indéfinie ne sont pas amorties. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement pour les immeubles sont de :

- 40-80 ans pour les gros œuvres ;
- 15-30 ans pour les clos et couverts ;
- 10-25 ans pour les équipements ;
- 10 ans pour les agencements et installations.

Immobilisations incorporelles :

- Les droits au bail versés ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation,
- Les droits d'entrée versés au propriétaire sont amortis sur la durée de vie du bail comme un complément de loyer,
- Les autres éléments du fonds commercial sont amortis sur 10 ans (acquisition de portefeuilles de contrats clientèle).

Les immobilisations amortissables font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, des indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur nette comptable. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat ; elle modifie la base amortissable de l'actif de manière prospective. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus et moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « gains nets sur autres actifs immobilisés ». Les plus et moins-values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « produits des autres activités » ou « charges des autres activités ».

Note 1.10 Provisions pour dépréciation

Les dépréciations affectées à des postes d'actifs sont déduites des créances correspondantes qui apparaissent ainsi pour leur montant net. Les provisions relatives aux engagements hors bilan sont inscrites en provisions pour risques.

L'établissement peut être partie à un certain nombre de litiges ; leurs issues possibles et leurs conséquences financières éventuelles sont examinées régulièrement et, en tant que de besoin, font l'objet de dotations aux provisions reconnues nécessaires.

Le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière est notamment composé de la directive (dite BRRD) sur le rétablissement et la résolution des banques et du règlement (dit SRMR) instaurant le mécanisme de résolution unique et le Fonds de résolution bancaire unique (FRU). Ce FRU a été alimenté par des contributions de l'ensemble des banques des États membres participant à l'Union Bancaire et a atteint fin 2023 l'objectif fixé d'une dotation globale supérieure ou égale à 1% des dépôts couverts de ces mêmes banques. Une fraction des contributions pouvait être acquittée sous forme d'engagements de paiement irrévocables (EPI) sécurisés par le versement de dépôts de garantie en espèces rémunérés. Dans l'hypothèse où des mesures de résolution faisant intervenir le FRU seraient mises en œuvre, le Conseil de Résolution Unique pourrait appeler tout ou partie des EPI afin de rétablir les moyens financiers disponibles du Fonds dans la limite du plafond de 1% précité. Les dépôts de garantie ont vocation à être remboursés par le FRU dès lors que la contribution représentée par l'EPI serait versée. L'horizon de l'appel des engagements irrévocables de paiement est jugé incertain et, le cas échéant, à très long terme, dans le contexte de résilience du système bancaire de la zone euro mis en exergue par les résultats des Stress-tests BCE 2025. Depuis la mise en place du cadre, aucune intervention du FRU n'a été nécessaire dans les cas de résolution traités par le Conseil de Résolution Unique. Aucune mesure de résolution nécessitant un recours aux EPI n'est anticipée en zone euro dans un horizon prévisible. Par ailleurs, une perte ou un retrait d'agrément du groupe est également jugé hautement improbable dans le contexte de continuité d'exploitation, appuyé par la stabilité et de robustesse du modèle mutualiste du Groupe Crédit Mutuel.

Note 1.11 Provisions pour risques pays

Constituées pour couvrir les risques souverains ainsi que les risques sur les pays émergents, elles ont été déterminées en fonction de la situation économique des pays emprunteurs. La partie affectée de ces provisions est portée en déduction des actifs correspondants.

Note 1.12 Provisions générales pour risque de crédit (PGRC)

Depuis l'exercice 2000, des provisions générales pour risques de crédit sont constituées pour couvrir des risques nés mais non encore avérés sur les crédits sains et les engagements donnés à la clientèle.

Elles sont déterminées :

- pour les activités de crédit autres que les financements spécialisés, par un coût du risque moyen tel qu'il peut être appréhendé dans une perspective à long terme, soit 0,5 % de l'encours clientèle sain ;
- pour l'activité de financements spécialisés ainsi que pour les succursales étrangères, par un coût du risque obtenu à partir de la notation des créances à laquelle est associé un coût moyen de défaillance.

Cette méthode permet de tenir compte de la moindre dispersion des risques, de l'importance unitaire des dossiers et donc d'une volatilité plus importante.

Ces provisions générales pour risque de crédit feront l'objet de reprises si les occurrences auxquelles elles sont destinées à faire face se concrétisent. Depuis l'exercice 2003, elles peuvent comprendre une provision générale au titre des grands risques du groupe.

Note 1.13 Contrats d'épargne réglementée

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés accessibles à la clientèle (personnes physiques) qui associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent pour l'établissement distributeur deux types d'engagements :

- de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Lorsque ces engagements sont potentiellement défavorables, ils font l'objet de provisions. Celles-ci couvrent les engagements sur contrats existant à la date de détermination de la provision ; il n'est pas tenu compte des futures ouvertures de plans et comptes épargne logement.

Les encours futurs liés aux contrats d'épargne logement sont estimés à partir de statistiques comportementales des clients dans un environnement de taux donné. Les PEL qui sont souscrits dans le cadre d'une offre globale de produits liés et ne répondant pas aux lois comportementales sus visées sont exclus des projections. Les encours à risques qui font l'objet d'une provision sont constitués :

- pour les dépôts PEL, de la différence entre les encours probables d'épargne et ceux d'épargne minimum attendus. Ces derniers sont déterminés avec un seuil de confiance de 99,5 % sur la base de plusieurs milliers de scénarios de taux différents ;
- pour les crédits épargne logement, des volumes futurs dépendant de la réalisation probable des droits acquis et des crédits déjà en force.

Les pertes futures sont évaluées par rapport aux taux non réglementés des comptes à terme pour l'épargne et des prêts ordinaires à l'habitat pour les crédits. Cette approche est menée par génération homogène de PEL et de CEL en termes de conditions réglementées, sans compensation entre les différentes générations. Les pertes ainsi déterminées sont actualisées à partir des taux déduits de la moyenne des douze derniers mois de la courbe des swaps zéro coupon contre Euribor 3 mois. Le montant des provisions repose sur la perte moyenne constatée à partir de plusieurs milliers de scénarios de taux générés par une modélisation stochastique. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

Note 1.14 Actifs et passifs libellés en devises

Les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change officiel à la date d'arrêté. Les gains ou pertes de change latents résultant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat avec les différences de change réalisées ou subies sur les transactions de l'exercice.

Cependant, les écarts de conversion des titres d'investissement et des titres de participation et de filiales libellés en devises et financés en euros ne sont pas enregistrés en compte de résultat. Toutefois, si les titres doivent faire l'objet d'une cession ou d'un remboursement, une provision est constituée à hauteur de la perte de change latente.

Note 1.15 Fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) a été créé par mesure de prudence pour couvrir les risques de caractère général et indéterminé, inhérents à l'activité bancaire. Les dotations et reprises au FRBG sont effectuées par les dirigeants et figurent au compte de résultat.

Note 1.16 Intérêts et commissions

Les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont enregistrées selon le critère de l'encaissement à l'exception de celles relatives aux opérations financières qui le sont dès la clôture de l'émission ou dès leur facturation.

Les intérêts des créances douteuses compromises ne sont pas comptabilisés en produits.

Les commissions comprennent les produits d'exploitation bancaire rétribuant les services fournis à des tiers, à l'exception de ceux ayant une nature d'intérêt, c'est à dire calculés en fonction de la durée et du montant de la créance ou de l'engagement donné.

Note 1.17 Engagements de retraite et assimilés

La comptabilisation et l'évaluation des engagements de retraites et avantages similaires sont conformes à la recommandation n°2013-02 de l'ANC.

Régimes de retraite des employés

Les pensions de retraite sont prises en charge par diverses institutions auxquelles la Banque et ses salariés versent périodiquement des cotisations. Ces dernières sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont dues.

D'autre part, les salariés bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire financé par l'employeur, au travers de deux contrats d'assurance. Ce contrat relève d'un régime à cotisations définies, entièrement couvert par les réserves constituées chez l'assureur.

En conséquence, aucun engagement résiduel n'en résulte pour l'employeur.

Indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail

Les futures indemnités de fin de carrière et primes conventionnelles à verser pour l'attribution de médailles du travail sont intégralement couvertes par provisions ou contrats d'assurance.

Les engagements sont calculés annuellement suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément aux normes IFRS. Sont notamment pris en compte, l'espérance de vie, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière. Les engagements correspondant aux droits acquis par les salariés au 31 décembre de chaque exercice sont intégralement couvertes par les réserves constituées auprès de la compagnie d'assurances ou par des provisions. Les indemnités de fin de carrière et primes médailles du travail arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursement par l'assureur.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui a atteint son 64ème anniversaire.

Les reprises du stock de provisions pour indemnités de fin de carrière ont été reprises intégralement au 31/12/2025.

Note 1.18 Surtaxe impôt sur les sociétés

Conformément au principe énoncé par le règlement ANC 2025 02 sur la surtaxe issue de l'article 48 de la loi de finances 2025, la comptabilisation de la contribution exceptionnelle est effectuée lors de l'exercice au cours duquel elle est due.

L'article 12 de la loi de Finances pour 2026 publiée au Journal officiel du 20 février 2026 a prorogé d'un exercice pour les entreprises ou groupes d'intégration fiscale réalisant un chiffre d'affaires de plus de 1,5 milliard d'euros la contribution exceptionnelle, à laquelle l'établissement sera soumis.

Note 1.19 Implantation dans les Etats ou territoires non coopératifs en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

La banque ne possède pas d'implantation directe ou indirecte dans les Etats ou territoires visés par l'article L511-45 du Code monétaire et financier et figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 12 février 2010.

Informations sur les postes de bilan, du hors-bilan et du compte de résultat

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros.

NOTE 1 - Créances sur les établissements de crédit

	31.12.2025		31.12.2024	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	3 990 633		3 300 924	
Prêts, valeurs reçues en pension	977	854 661	769	854 883
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs non imputées				
Créances rattachées		73 991		96 692
Créances douteuses				
Dépréciations				
Total	3 991 610	928 652	3 301 693	951 575
Total des créances sur les établissements de crédit		4 920 262		4 253 268
dont prêts participatifs		15 300		15 300
dont prêts subordonnés				

(1) Le règlement n°2020-10 du 22 décembre 2020 de l'Autorité des normes comptables (ANC) modifie la présentation de l'épargne réglementée dans les comptes sociaux des entreprises du secteur bancaire. Les montants relatifs à l'épargne réglementée doivent désormais être présentés au bilan, de manière compensée.

NOTE 2 - Créances sur la clientèle

	31.12.2025	31.12.2024
Créances commerciales	31 964	33 537
Créances rattachées		
Autres concours		
- Prêts et crédits	30 274 873	29 804 848
- Titres reçus en pension livrée		
- Créances rattachées	58 697	53 485
Comptes ordinaires débiteurs	569 985	541 130
Créances rattachées	1	2
Créances douteuses	990 988	880 496
Dépréciations	-446 440	-403 798
Total	31 480 068	30 909 700
dont créances éligibles à la Banque Centrale Européenne	136 413	3 059 413
dont prêts participatifs	524	524
dont prêts subordonnés		

Les créances douteuses comprennent 782 M€ de créances douteuses compromises dépréciées à hauteur de 364 M€.

Les créances sur la clientèle comprennent 428 M€ de créances restructurées dont 187,7 M€ pour les crédits performants.

Dépréciation des créances douteuses

	31.12.2024	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.2025
Actif					
Dépréciations sur créances sur les établissements de crédit					
Dépréciations sur créances sur la clientèle	-403 798	-135 346	92 502	202	-446 440
Dépréciations sur opérations de crédit-bail et de location simple					
Dépréciations sur obligations et autres titres à revenu fixe					
Total	-403 798	-135 346	92 502	202	-446 440

Le total des créances douteuses sur la clientèle est de 991 M€ au lieu de 880 M€ au 31 décembre 2025. Elles sont couvertes par des dépréciations d'actif à hauteur de 446 M€ soit 45 % contre 45,86 % précédemment.

NOTE 3 - Actions & autres titres à revenu variable

	31.12.2025				31.12.2024			
	Transaction	Placement	T.A.P.	Total	Transaction	Placement	T.A.P.	Total
Titres détenus cotés								
Titres détenus non cotés								
Titres prêtés								
Créances rattachées								
Montant brut								
Dépréciations sur titres								
Total								
Plus-values latentes								

NOTE 4 - Titres de participation et autres titres détenus à long terme

	31.12.2024	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Transferts	Autres variations	31.12.2025
Autres titres détenus à long terme						
- cotés	-1					-1
- non cotés	37 371	319				37 690
Titres de participation						
- cotés						
- non cotés	2 426					2 426
Sous-total	39 796	319				40 115
Ecarts de conversion						
Titres prêtés						
Créances rattachées						
Appels de fonds et avances en compte courant dans les S.C.I.						
Montant brut	39 796	319				40 115
Dépréciations						
- titres cotés						
- titres non cotés	-515	-10	67		2	-456
Sous-total	-515	-10	67		2	-456
Montant net	39 281	309	67		2	39 659

NOTE 5 - Parts dans les entreprises liées

	31.12.2024	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Transferts	Autres variations	31.12.2025
Valeur brute	15 148					15 148
Ecarts de conversion						
Titres prêtés						
Créances rattachées						
Appels de fonds et avances en compte courant dans les S.C.I.						
Dépréciations	-3 888		148		1	-3 739
Montant net	11 260					11 409
Valeur brute comptable des titres dans les établissements de crédit						
Valeur brute comptable des parts dans les entreprises liées cotées						
Valeur brute comptable des parts dans les entreprises liées non cotées	15 148					15 148

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché. Les conditions peuvent être considérées comme normales lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par l'établissement dans les rapports avec les tiers de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions d'usage dans les sociétés du même secteur.

Opérations avec les entreprises liées

	31.12.2025		31.12.2024	
	Entreprises liées		Entreprises liées	
	Total	Dont subordonné	Total	Dont subordonné
Actif				
Créances sur établissements de crédit	4 813 227		4 124 945	
Créances sur la clientèle				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	7 087 490		6 830 137	
Comptes créditeurs de la clientèle	69 553		46 013	
Dettes représentées par un titre	110 936	110 936	143 667	143 667
Hors-bilan				
Engagements donnés				
Etablissements de crédit (1)	118 618		174 566	
Clientèle	1 823 845		1 767 598	
<i>(1) Les opérations avec les entreprises pour lesquelles il existe un lien de participation ne sont pas significatives hormis les opérations de refinancement et de trésorerie.</i>				

NOTE 6 - Immobilisations incorporelles

	31.12.2024	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31.12.2025
Valeur brute					
. Fonds commerciaux	713				713
. Frais d'établissement					
. Frais de recherche et de développement					
. Autres immobilisations incorporelles	4 471	70	-1 020	1	3 522
Montant brut	5 184	70	-1 020	1	4 235
Amortissements					
. Fonds commerciaux					
. Frais d'établissement					
. Frais de recherche et de développement					
. Autres immobilisations incorporelles	-1 866	-849	139	7	-2 569
Montant des amortissements	-1 866	-849	139	7	-2 569
Montant net	3 318				1 666

NOTE 7 - Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles	31.12.2024	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31.12.2025
Valeur brute					
. Immobilisations corporelles en cours	53 146	35 159	-24 055		64 250
. Terrains d'exploitation	6 742	6	-14		6 734
. Terrains hors exploitation	10				10
. Constructions d'exploitation	358 944	10 954	-9 887		360 011
. Constructions hors exploitation	14 864		-25		14 839
. Autres immobilisations corporelles	59 137	1 458	-3 066		57 529
Montant brut	492 843	47 577	-37 047		503 373
Amortissements					
. Terrains d'exploitation					
. Terrains hors exploitation					
. Constructions d'exploitation	-283 404	-8 723	9 030		-283 097
. Constructions hors exploitation	-8 948	-439	13		-9 374
. Autres immobilisations corporelles	-54 056	-911	3 049		-51 918
Montant des amortissements	-346 408	-10 073	12 092		-344 389
Montant net	146 435				158 984

(1) La variation des amortissements pour les immobilisations corporelles au 31/12/2025 est comptabilisée pour 9 728 K€ dans le poste "dotation aux amortissements" du compte de résultat et pour 444 K€ dans le poste "autres charges d'exploitation".

NOTE 8 - Autres actifs et passifs

	31.12.2025		31.12.2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Primes sur options				
Comptes de règlement d'opérations sur titres		99		508
Dettes représentatives des titres empruntés				
TDI et autres titres				
Certificats d'association émis par le Fonds de Garantie de Dépôts				
Impôts différés				
Débiteurs et créditeurs divers	257 133	92 241	456 689	206 082
Créances et dettes rattachées	154	116	492	140
Dépréciations				
Total	257 287	92 456	457 181	206 730

NOTE 9 - Comptes de régularisation

	31.12.2025		31.12.2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes d'encaissement	3 067	98	12 182	50
Comptes d'ajustements devises et hors-bilan	3 612	4 416	8 576	3 780
Autres comptes de régularisation	217 990	456 464	244 108	469 724
Total	224 669	460 978	264 866	473 554

NOTE 10 - Dettes envers les établissements de crédit

	31.12.2025		31.12.2024	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	32 796		54 866	
Comptes à terme		7 067 810		6 779 953
Valeurs données en pension				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes rattachées		29 794		39 425
Autres sommes dues				
Total	32 796	7 097 604	54 866	6 819 378
Total des dettes envers les établissements de crédit		7 130 400		6 874 244

NOTE 11 - Comptes créditeurs de la clientèle

	31.12.2025		31.12.2024	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes d'épargne à régime spécial	4 723 020	2 028 642	4 863 263	2 228 608
Dettes rattachées		33		25
Total - Comptes d'Epargne à Régime Spécial	4 723 020	2 028 675	4 863 263	2 228 633
Comptes ordinaires de la clientèle				
Comptes créditeurs à terme				
Autres dettes	13 099 895	8 179 370	12 618 283	7 482 383
Titres donnés en pension livrée				
Dettes rattachées	1	130 676	1	132 899
Total - Autres dettes	13 099 896	8 310 046	12 618 284	7 615 282
Total des comptes créditeurs de la clientèle à vue et à terme		28 161 637		27 325 462

(1) Le règlement n°2020-10 du 22 décembre 2020 de l'Autorité des normes comptables (ANC) modifie la présentation de l'épargne réglementée dans les comptes sociaux des entreprises du secteur bancaire. Les montants relatifs à l'épargne réglementée doivent désormais être présentés au bilan, de manière compensée.

NOTE 11a - Dépôts de la clientèle faisant l'objet d'une centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations (en K€)

Montant des dépôts collectés (livrets bleus/A, livrets de développement durable et solidaire, livrets d'épargne populaire)	Montant de la créance sur le fonds d'épargne de la CDC (montant des dépôts centralisés)	Montant net des comptes d'épargne à régime spécial présentés au passif du bilan
4 085 006	3 181 415	903 591

NOTE 12 - Dettes représentées par un titre

	31.12.2024	Souscriptions	Remboursements	Divers	31.12.2025
Bons de caisse	650			-367	283
Titres du marché interbancaire & titres de créance négociables		5 000			5 000
Emprunts obligataires					
Autres dettes représentées par un titre					
Dettes rattachées	1			153	154
Total	651	5 000		-214	5 437

NOTE 13 - Provisions

	31.12.2024	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.2025
Provisions pour risques de contrepartie					
- sur engagements par signature	15 821	10 831	-6 590	-12	20 050
- sur engagements de hors-bilan					
- sur risques pays					
- provisions générales pour risques de crédit	99 500	2 900			102 400
- autres provisions pour risques de contrepartie	1 646	1 570	-252	1	2 965
Provisions pour pertes sur instruments financiers à terme					
Provisions sur filiales et participations					
Provisions hors risques de contrepartie					
- provisions pour charges de retraite	27 410	304	-14 955	1	12 760
- provisions pour épargne logement	23 351			-6 971	16 380
- autres provisions *	21 690	14 210	-8 621		27 279
Total	189 418	29 815	-30 418	-6 981	181 834

Les reprises de provisions ont été utilisées pour un montant de 42 K€.

(*) Les autres provisions comprennent notamment les provisions pour litiges sociaux et pour l'actualisation des intérêts progressifs sur comptes à terme

Parmi les provisions pour charges de retraites figure la provision pour indemnités de fin de carrière. Celle-ci est égale à la différence entre l'engagement et le montant assuré auprès des ACM, entreprise d'assurance des Groupes adhérents de la CF de CM.

NOTE 13a - Engagements de retraite et avantages similaires

	Ouverture	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres variations	Clôture
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite					
Indemnités de fin de carrière	14 955		-14 955		
Compléments de retraite	1 434				1 434
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	11 021	304			11 325
Total	27 410	304	-14 955		12 759

Hypothèses retenues	31.12.2025	31.12.2024
Taux d'actualisation (1)	3,80%	3,50%
Augmentation annuelle des salaires	Minimum 1%	Minimum 1,5%
<i>(1) Le taux d'actualisation retenu est le taux de rendement des obligations long terme émises par des entreprises de premier rang, estimé à partir de l'indice IBOXX Corporate AA10 augmenté d'un spread de 3,80% en 2025 contre 3,50% en 2024.</i>		

Evolution de la provision relative aux indemnités de fin de carrière

Indemnités de fin de carrière	Ouverture	Effet de l'actualisation	Produits financiers	Coût des services rendus	Autres (transferts, frais de gestion)	Variation des écarts actuariels	Paiement aux bénéficiaires	Cotisations d'assurance	Clôture
Engagements	37 388	1 263		2 004	-1 304	679	-1 765		38 265
Contrat d'assurance	22 433		342		-713		-1 059	17 262	38 265
Etalemt									
Provision	14 955	1 263	-342	2 004	-591	679	-706	-17 262	

NOTE 13b - Provisions pour risques sur engagements au titre de l'épargne-logement

Comptes et plans d'épargne logement	31.12.2024	31.12.2025
Encours des plans d'épargne logement	1 995 679	1 818 018
dont ancienneté :		
- 0-4 ans	71 063	92 884
- 4-10 ans	369 200	129 250
- supérieur 10 ans	1 555 416	1 595 884
Encours de comptes d'épargne logement	179 424	182 333
Total des comptes et plans d'épargne logement	2 175 103	2 000 351

Prêts d'épargne-logement	31.12.2024	31.12.2025
Encours de prêts d'épargne-logement source de provisions pour risques inscrits à l'actif du bilan	7 086	10 040
dont ancienneté :		
- 0-4 ans	6 569	9 765
- 4-10 ans	49	29
- supérieur 10 ans	468	246

Provisions d'épargne logement	Ouverture	Dotations nettes	Autres variations	Clôture
Sur comptes d'épargne-logement	43	92		135
Sur plans d'épargne-logement	22 965	-7 171		15 794
Sur prêts d'épargne-logement	343	108		451
Total	23 351	-6 971		16 380

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle de personnes physiques. Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;

- un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché.

Une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en terme de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en terme de conditions réglementées de PEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

NOTE 14 - Dettes subordonnées

	31.12.2024	Emissions	Remboursements	Autres variations	31.12.2025
Dettes subordonnées	110 733				110 733
Emprunts participatifs					
Dettes subordonnées à durée indéterminée (1)	32 251			-32 251	
Dettes rattachées	683			-480	203
Total	143 667			-32 731	110 936

(1) Il s'agit d'emprunts subordonnés qui ont été remboursés par anticipation.

Principales dettes subordonnées :

Taux de référence	Emission	échéance	31.12.2025	31.12.2024
à terme (1)				
TME	2017			3 413
PIBOR	2017			3 989
Total				7 402

Les dettes subordonnées ont été remboursés, (1)

NOTE 15 - Capitaux propres et FRBG

	Capital	Primes	Réserves (*)	Ecart de réévaluation	Provisions réglementées	Report à nouveau	Résultat exercice	Total	Fonds pour Risques bancaires généraux
Solde au 1.1.2024	225 000	18 543	446 547	463		185	132 673	823 411	29 630
Résultat de l'exercice							120 410	120 410	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			73 500			59 173	-132 673		
Distribution de dividendes						-59 064		-59 064	
Augmentation de capital				-8				-8	
Incidence des réévaluations									
Autres variations									
Incidence de la fusion									
Solde au 31.12.2024	225 000	18 543	520 047	455		294	120 410	884 749	29 630
Solde au 1.1.2025	225 000	18 543	520 047	455		294	120 410	884 749	29 630
Résultat de l'exercice							131 212	131 212	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			53 000	-4		67 410	-120 410	-4	
Distribution de dividendes						-67 500		-67 500	
Augmentation de capital									
Incidence des réévaluations									
Autres variations									
Incidence de la fusion									
Solde au 31.12.2025	225 000	18 543	573 047	451		204	131 212	948 457	29 630

Le résultat de l'exercice est de 131 212 176,52 €.

Le capital est constitué au 31 décembre 2025 de 11 250 000 actions d'une valeur nominale de 20 euros.

Les réserves sont constituées de la réserve légale pour 22.500 milliers d'euros, de réserves indisponibles pour 980 milliers d'euros, des réserves ordinaires pour 549 477 milliers d'euros et d'une réserve pour amortissements réglementés pour 90 milliers d'euros.

Le CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL - CIC détient 100 % du capital de la Banque CIC EST au 31 décembre 2025

De ce fait, Le CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL - CIC reprend par intégration globale dans ses comptes consolidés les comptes de la banque CIC EST.

Proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025

	Exercice 2025
Bénéfice de l'exercice	131 212
Report à nouveau	204
Changement de méthode comptable	
Sommes distribuables	131 416
Affectation des sommes distribuables	
Réserve légale	
Distribution de dividendes	57 375
Réserves ordinaires	74 000
Report à nouveau	41
Total	131 416

NOTE 16 - Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

	< 3 mois et à vue	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	A durée indéterminée	Créances dettes rattachées	Total
ACTIFS							
Créances sur les établissements de crédit *	4 012 072		664 443	169 756		73 991	4 920 262
Créances sur la clientèle **	2 707 308	2 985 042	11 199 785	14 046 407		58 713	30 997 255
Obligations et autres titres à revenu fixe ***							
PASSIFS							
Dettes envers les établissements de crédit	164 796	406 650	4 471 686	2 057 473		29 794	7 130 399
Comptes créditeurs de la clientèle	21 909 683	2 362 022	3 606 818	152 404		130 710	28 161 637
Dettes représentées par un titre							
- Bons de caisse	100	183				11	294
- Titres du marché interbancaire et titres de créance négociables			5 000			143	5 143
- Emprunts obligataires							
- Autres							
* à l'exception des créances douteuses et des provisions pour dépréciation ** à l'exception des valeurs non imputées, des créances douteuses et des provisions pour dépréciation *** exclusivement pour les titres de placement et d'investissement (hors créances douteuses)							

NOTE 17 - Contrevaleur en euros des actifs & passifs en devises

La contrevaleur en euros des actifs et passifs libellés en devises est respectivement au 31 décembre 2025 de 780.953 milliers d'euros et de 790.215 milliers d'euros.

NOTE 18 - Avoirs déposés à la Caisse des dépôts et consignations et comptes inactifs (R. 312-21 du Code monétaire et financier)

La loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence impose de publier, à compter du 1er janvier 2016, les informations suivantes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 :

Nombre de comptes et montants mentionnés au II de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier : 35.968 comptes pour un montant de 24.547.828,88 €

Nombre de comptes et montants mentionnés au titre de l'article L.312-20 du code monétaire et financier : 1.044 comptes pour un montant de 773.203,85 € déposés à la Caisse des dépôts et consignations.

NOTE 19 - Engagements de garantie donnés

Dans le cadre des opérations de refinancement des Groupes adhérents de la CF de CM (marché hypothécaire et titres sécurisés), certains crédits à la clientèle distribués par CIC EST constituent des actifs donnés en garantie à ces opérations de refinancement portées par des entités tierces du Groupe. Au 31 décembre 2025, leur montant s'élève à 7.804 millions d'euros.

NOTE 20 - Engagements sur instruments financiers à terme

Opérations sur instruments financiers à terme (selon la notion d'opérations de couverture micro/macro et opérations de gestion position ouverte/gestion spécialisée sur les opérations fermes et conditionnelles).

	31.12.2025			31.12.2024		
	Couverture	Opérations de gestion	Total	Couverture	Opérations de gestion	Total
Opérations fermes						
<i>Marchés organisés</i>						
Contrats de taux						
Contrats de change						
Autres opérations						
<i>Marchés de gré à gré</i>						
Accords de taux futurs						
Swaps de taux	8 480 000		8 480 000	8 320 750		8 320 750
Swaps financiers						
Autres opérations						
Swaps - autres						
Opérations conditionnelles						
<i>Marchés organisés</i>						
Options de taux						
Achetées						
Vendues						
Options de change						
Achetées						
Vendues						
Actions et autres options						
Achetées						
Vendues						
<i>Marchés de gré à gré</i>						

Contrats de taux plafonds et planchers					
Achetées					
Vendues					
Options de taux, change, actions et autres					
Achetées					
Vendues					
Total	8 480 000		8 480 000	8 320 750	8 320 750

Ventilation des contrats d'instruments de taux d'intérêt de gré à gré par type de portefeuille

31.12.2025	Position ouverte isolée	Micro couverture	Risque global tx d'intérêt	Gestion spécialisée	Total
Opérations fermes					
Achats					
Ventes					
Contrats d'échange			8 480 000		8 480 000
Opérations conditionnelles					
Achats					
Ventes					
31.12.2024					
Opérations fermes					
Achats					
Ventes					
Contrats d'échange			8 320 750		8 320 750
Opérations conditionnelles					
Achats					
Ventes					

NOTE 21 - Ventilation des instruments à terme selon leur durée résiduelle

31.12.2025	< 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Instruments de taux				
<i>Marchés organisés</i>				
Achats				
Ventes				
<i>Marchés de gré à gré</i>				
Achats				
Ventes				
Swaps de taux		6 370 000	2 110 000	8 480 000
Instruments de change				
<i>Marchés organisés</i>				
Achats				
Ventes				
<i>Marchés de gré à gré</i>				
Achats				
Ventes				
Swaps financiers				
Autres instruments financiers à terme				
<i>Marchés organisés</i>				
Achats				
Ventes				
<i>Marchés de gré à gré</i>				
Achats				
Ventes				
Swaps				
Total		6 370 000	2 110 000	8 480 000

NOTE 22 - Instruments financiers à terme - Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie attaché aux instruments financiers à terme est estimé selon la méthodologie retenue pour le calcul des ratios prudentiels

Risques de crédit des contrats négociés sur les marchés assimilés et de gré à gré	31.12.2025	31.12.2024
Risque sur les établissements de crédit	48 004	46 548
Risque sur les entreprises		

Juste valeur des instruments financiers selon règlements CRC 1004.14 à 19	31.12.2025		31.12.2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des instruments financiers à terme		87 158		152 112

NOTE 23 - Produits et charges sur intérêts

	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	205 372	-262 268	284 181	-323 374
Clientèle	929 021	-558 098	938 787	-629 800
Crédit-bail et location simple				
Obligations et autres titres à revenu fixe		-220		-320
Autres				
Total	1 134 393	-820 586	1 222 968	-953 494
dont charges sur dettes subordonnées		-29 619		-7 422

NOTE 24 - Revenus des titres à revenu variable

	31.12.2025	31.12.2024
Titres de placement		
Titres de l'activité de portefeuille		
Titres de participation et ATDLT	1 212	154
Parts dans les entreprises liées	29	29
Revenus des parts de S.C.I.		
Total	1 241	183

NOTE 25 - Commissions

	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie & interbancaires	1 323		1 227	
Opérations avec la clientèle	173 120	-2 589	163 384	-3 775
Opérations sur titres	9	-897	1	-840
Opérations de change	1 143		1 172	
Opérations de hors-bilan				
. Engagements sur titres				
. Engagements financiers à terme				
. Engagements de financement et de garantie	6 570	-3 200	7 800	-6 231
Opérations sur titres gérés ou en dépôt				
Prestations de services financiers	291 957	-5 811	265 444	-5 307
Commissions sur moyens de paiement		-86 761		-60 776
Autres commissions (dont produits rétrocédés)	31 728	-8 652	30 009	-7 358
Total	505 850	-107 910	469 037	-84 287

NOTE 26 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

	31.12.2025	31.12.2024
- Sur titres de transaction		
- Sur opérations de change	4 433	4 082
. Produits		
. Charges		
- Sur instruments financiers à terme		
* De taux d'intérêt		
* De cours de change		
* Sur autres instruments financiers y compris actions		
Sous-total	4 433	4 082
- Dotations sur dépréciation des instruments financiers		
- Reprises sur dépréciation des instruments financiers		
Total	4 433	4 082

NOTE 27 - Autres produits et charges d'exploitation bancaire

	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits accessoires	3 883		4 105	
Transferts de charges	728		758	

Dotation nette aux provisions		-681		-470
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	1 313	-8 445	560	-7 406
Total	5 924	-9 126	5 423	-7 876

NOTE 28 - Charges de personnel

	31.12.2025	31.12.2024
Salaires & traitements	-142 249	-137 678
Charges sociales	-67 131	-67 199
Charges de retraite	-16 195	-269
Intéressement des salariés	-27 346	-23 297
Participation des salariés		
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunérations	-23 023	-22 246
Excédent net de provisions sur engagements de retraite	14 651	-1 581
Excédent net de provisions	78	-2 223
Charges de personnel refacturées		
Total	-261 215	-254 493

NOTE 29 - Coût du risque

	31.12.2025	31.12.2024
Dotations sur dépréciation des créances douteuses	-133 690	-101 090
Reprises sur dépréciation des créances douteuses	90 695	78 894
Dotations sur dépréciation sur effet actualisation		
Reprises sur dépréciation sur effet actualisation		
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des dépréciations	-31 642	-29 340
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	-3 932	-3 685
Dotations/reprises de provisions générales pour risque de crédit		
Récupérations sur créances amorties	1 163	1 513
Solde des créances	-77 406	-53 708
Dotations aux provisions	-13 731	-7 602
Reprises de provisions	6 590	5 275
Solde des risques	-7 141	-2 327
Total	-84 547	-56 035

NOTE 30 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	31.12.2025			31.12.2024		
	Effets publics & valeurs assimilées	Obligations & ATRF	Participation & ATDLT	Parts dans les entreprises liées	Total	Total
Sur immobilisations financières						
- Plus-values de cessions						1
- Moins-values de cessions						-1
- Dotations sur dépréciation			-10		-10	-6
- Reprises sur dépréciation			68	148	216	
Sous-total			58	148	206	-6
Sur immobilisations corporelles et incorporelles						
- Plus-values de cessions					601	813
- Moins-values de cessions					-1 064	-443
Sous-total					-463	370
Total					-257	364

NOTE 31 - Résultat exceptionnel

	31.12.2025	31.12.2024
PRODUITS		
Résultat exceptionnel - autres éléments	184	253
Sous-total - Produits exceptionnels	184	253
CHARGES		
Résultat exceptionnel - autres éléments	-137	-234
Sous-total - Charges exceptionnelles	-137	-234
Total - Résultat Exceptionnel	47	19

NOTE 32 - Impôts sur les bénéfices

	31.12.2025		31.12.2024	
Base IS - Résultat courant	184 792		165 266	
Impôt courant		-46 698		-47 458
Impôt - Redressement fiscal		-9 416		506
IS Dégrevement				
IS Etalement C.I PTZ		1 287		499
Impôt courant - Régularisation sur exercices antérieurs		-9		171
Sous-total - Impôt courant		-54 836		-46 282
Base IS - Résultat exceptionnel	47		19	
Impôt résultat exceptionnel		-12		-5
Sous-total - Impôt Résultat exceptionnel		-12		-5
Crédits d'impôts, avoirs fiscaux		1 221		1 412
Incidence totale liée à l'impôt		-53 627		-44 875

Le taux d'imposition 2025 est de 25,83 %. Il est identique au taux de 2024.

INTEGRATION FISCALE

Le CIC Est a opté pour l'intégration fiscale au sein du groupe du CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL à compter du 1er Janvier 1995.

Par convention, chaque filiale membre du groupe intégré constitué par le CIC verse à la société mère, au titre de sa participation au paiement de l'impôt sur les sociétés et des contributions sur l'IS, une somme égale à l'impôt théorique qui aurait grevé son résultat individuel et sa plus-value nette à long terme de l'exercice si elle avait été imposable distinctement en l'absence d'intégration fiscale sous réserve de la dérogation prévue par la convention.

Par dérogation, le cas échéant, l'impôt théorique est calculé sans appliquer les nouvelles règles de report des déficits. Les déficits sont imputés dans leur intégralité sur leurs exercices ultérieurs sans limitation de bénéfice fiscal. Parallèlement, les déficits reportables susceptibles d'être imputés sur les exercices suivants sont réduits du montant des déficits supplémentaires imputés.

Les crédits d'impôts imputés ou remboursés sont considérés comme utilisés par la filiale.

- Différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt pour le paiement duquel l'entreprise est solidaire : NEANT
- Différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration fiscale : NEANT
- Déficits reportables : NEANT

Conformément au principe énoncé par le règlement ANC 2025-02 sur la surtaxe issue de l'article 48 de la loi de finances 2025, la comptabilisation de la contribution exceptionnelle est effectuée lors de l'exercice au cours duquel elle est due. L'article 12 de la loi de Finances pour 2026 publiée au Journal officiel du 20 février 2026 a prorogé d'un exercice pour les entreprises ou groupes d'intégration fiscale, réalisant un chiffre d'affaires de plus de 1,5 milliard d'euros (contre un milliard en 2025), la contribution exceptionnelle à laquelle l'établissement sera soumis.

La base imposable sera calculée sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû sur les deux derniers exercices (2025 et 2026) avec un acompte de 98 % de la contribution versée en même temps que le dernier acompte de l'impôt sur les sociétés (le 15 décembre 2026 pour les clôtures au 31 décembre 2026).

La banque CIC Est est soumise à la contribution exceptionnelle au taux de 20,6% ou 41,2 %, selon l'application du seuil au groupe d'intégration fiscale. Ainsi, le taux d'IS utilisé pour l'évaluation des actifs et passifs d'impôts exigibles et différés s'élève à 30,98% sur 2025.

NOTE 33 - Effectifs moyens

	31.12.2025	31.12.2024
Techniciens de la banque	1 626	1 740
Cadres	1 242	1 173
Total	2 868	2 913

NOTE 34 - Rémunérations versées aux membres des organes d'administration, de direction et de contrôle

(en milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Montant global des rémunérations versées (1)	1 115	1 054
Montant global des jetons de présence (2)	67	67
(1) Il s'agit des sommes versées aux membres du comité de Direction comprenant 6 personnes au 31 décembre 2025. (2) Versés aux membres du Conseil d'administration.		

Il n'existe pas d'engagement spécifique de retraite né ou contracté au cours de l'exercice.

Le montant global des engagements cumulés des 6 membres du comité dans nos livres s'élèvent à la somme de : 694 K€.

NOTE 35 - Honoraires versés aux Commissaires aux comptes

Les honoraires des Commissaires aux Comptes comptabilisés en charge au cours de l'exercice s'élèvent à (montant HT) :

	Honoraires certification des comptes
FORVIS MAZARS S.A.	128 500 €
KPMG S.A.	181 000 €

NOTE 36 - Comptes Consolidés

Le CIC EST est intégré globalement dans les comptes consolidés du groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale, du groupe Crédit Mutuel et de la BFCM La Banque CIC (SIREN : 542 016 381) établit également les comptes consolidés dans lesquels les comptes du CIC EST sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale.

Les copies des états financiers consolidés sont disponibles au siège de la Banque CIC - 6 Avenue de Provence 75009 PARIS 9

NOTE 37 - Evénements post-clôture

Il n'y a pas eu d'événement survenu entre le 31 décembre 2025 et la date de communication des comptes, qui affecterait significativement les états financiers.

NOTE 38 - Renseignements concernant les filiales et les participations**1 - Renseignements détaillés sur chaque filiale et participation dont la valeur brute excède 1 % du capital social au 31 décembre 2025 (en milliers d'unités locales)**

	Capital	Autres capitaux propres (hors résultat du dernier exercice clos)	Quote-part de capital détenue (en%)	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés dans l'exercice
FILIALES							
IMOFINANCE (1) 31, rue Jean Wenger-Valentin - 67000 Strasbourg	EUR 1 194	EUR -4	100,00%	EUR 4 972	EUR 1 233	EUR 43	-
(1) dernier résultat exercice clos connu au 31-12-2024							

2 - Renseignements globaux sur les autres filiales et participations au 31 décembre 2025 (en milliers d'unités locales)

	FILIALES		PARTICIPATIONS	
	FRANCAISES	ETRANGERES	FRANCAISES	ETRANGERES
Valeur comptable des titres détenus				
. Brute	-	-	208	-
. Nette	-	-	208	-
Montant des prêts et avances accordés	-	-	0	-
Montant des dividendes encaissés	-	-	-	-

3) Liste des sociétés dans lesquelles Banque CIC Est détient 5 % et plus du capital au 31/12/2025

NOM DE LA SOCIETE	Nombre de titres	%
IMOFINANCE	682 300	100,00
CREDIT MUTUEL REAL ESTATE LEASE	266 875	6,63
CIC AIDEXPORT	1 575	16,58
CRITEL	8 104	20,01
SOLOREX (SEM)	1 000	6,67
PADDOCK ACADEMY	10	10,00

V. - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**Exercice clos le 31 décembre 2025**

À l'assemblée générale de la Banque CIC Est S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque CIC Est S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable décrit dans la « Note 1 - Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation » de l'annexe aux comptes annuels qui expose l'incidence de la première application du règlement ANC 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des dépréciations et provisions pour risques de crédit avérés sur les encours de prêts à la clientèle

Risque identifié	Notre réponse
<p>Votre société constitue des dépréciations pour couvrir des risques avérés de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers.</p> <p>Des dépréciations de prêts et créances sont constituées pour couvrir ces risques, sur une base individuelle. Des provisions sont constituées pour les engagements de financement et de garanties. Les dépréciations et les provisions sont constatées dès qu'il existe une indication objective de perte de valeur.</p> <p>Ces dépréciations et provisions correspondent à la différence entre la valeur comptable des prêts et la somme des flux futurs estimés actualisés.</p> <p>Au 31 décembre 2025, les créances douteuses sur la clientèle s'élèvent à 991 M€ et les dépréciations et les provisions associées sur les prêts et engagements s'élèvent respectivement à 446 M€ et 20 M€ telles que présentées dans les notes 2 et 13 de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Les principes suivis en matière de provisionnement du risque de crédit sont décrits dans la note 1 « Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation » de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>L'évaluation des dépréciations et des provisions requiert l'exercice du jugement pour l'identification des expositions présentant un risque de non-recouvrement, ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement.</p> <p>Compte tenu de l'importance du jugement dans l'appréciation du risque de crédit et la détermination des dépréciations et provisions sur prêts à la clientèle, en particulier dans un contexte d'incertitudes persistantes marquées par les tensions géopolitiques et économiques, nous avons considéré que l'identification des créances présentant un risque de non-recouvrement et l'évaluation de dépréciations et provisions afférentes constituaient un point clé de l'audit en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'importance relative des encours de prêts dans le bilan ; • la complexité de l'estimation des flux futurs recouvrables. 	<p>Nous avons examiné et testé les processus et les contrôles relatifs aux prêts et créances qui présentent un risque de défaut avéré, ainsi que les procédures de quantification des dépréciations correspondantes.</p> <p>Nous avons examiné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les contrôles réalisés par les spécialistes en système d'information permettant de garantir les règles de déclassement en créances douteuses et la correcte implémentation des règles de provisionnement automatique dans le système d'information. Nous avons obtenu et analysé les contrôles menés par les auditeurs du groupe sur ce dispositif automatisé ; • sur un échantillon de créances, le classement des encours entre encours sains et encours douteux. <p>S'agissant du risque de crédit sur les entreprises, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> • examiné le processus de suivi du risque de crédit, en prenant connaissance des comptes rendus des décisions de la gouvernance sur les dépréciations ; • examiné, par sondages, des dossiers de crédits dépréciés pour contrôler la documentation de la note de crédit et du niveau de dépréciation retenu ; • rationalisé l'évolution annuelle du coût du risque ; • et, le cas échéant, apprécié le bien-fondé des ajustements apportés manuellement aux notes de crédit internes. <p>Nous avons également réalisé des procédures analytiques en calculant l'évolution dans le temps des indicateurs clefs suivants : rapport des encours douteux sur les encours totaux et taux de couverture des encours douteux par des dépréciations.</p> <p>Enfin, nous nous sommes assurés du caractère approprié de l'information présentée dans les notes de l'annexe aux comptes annuels.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Banque CIC Est S.A. par l'assemblée générale du 3 mai 2018 pour le cabinet et le cabinet KPMG S.A. et du 26 avril 2024 pour le cabinet Forvis Mazars S.A.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG S.A. était dans la 8^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars S.A. dans la 2^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense et Levallois Perret, le 1^{er} avril 2026,

Les Commissaires aux comptes

KPMG S.A.
Sophie Sotil Forgues
Associée

Forvis Mazars SA
Caroline Adam
Associée

Alexandra Kritchmar
Associée

VI. - Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de la Banque CIC Est S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Levallois Perret et Paris La Défense, le 1^{er} avril 2026,

Les Commissaires aux comptes

KPMG S.A.
Sophie Sotil Forgues
Associée

Forvis Mazars SA
Caroline Adam
Associée

Alexandra Kritchmar
Associée

VII. - Rapport de gestion

Le rapport de gestion est disponible sur simple demande au siège social : CIC EST – Direction de la Communication 31 rue Jean Wenger-Valentin 67000 STRASBOURG